

ÉVALUATION FINALE

**PROGRAMME D'ACCÈS À L'INFORMATION
ET AUX SERVICES SSR / VIH - TB
DES ADOLESCENT.E.S ET JEUNES
DE 10 - 24 ANS À KINSHASA**

ÉVALUATEURS : STÉPHANE VANCUTSEM & JEAN-MARIE TSHIBANDA - HMST
DATES DE L'ÉVALUATION : SEPTEMBRE 2023 À JANVIER 2024



**PAYS DE MISE
EN ŒUVRE :**
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



BUDGET :
500 000 €



**PORTEUR
DE PROJET :**
RACOJ

PARTENAIRE :
JEUNIALISSIME



**DATE
DE DÉBUT :**
05/2021

**DATE
DE FIN :**
08/2023

LE PROJET

Contexte

La RDC connaît une épidémie de VIH/Sida de type généralisé, la prévalence de l'infection dans la population générale étant estimée à 1,2%. Les adolescent.e.s et jeunes âgés de 10 à 19 ans représentent 14% de l'ensemble des PVVIH au niveau national. Cette prévalence est élevée à cause d'un niveau des connaissances approfondies sur le VIH/SIDA faible chez les jeunes. En RDC, ces derniers sont confrontés à plusieurs problèmes de santé sexuelle et reproductive (SSR), notamment la faible intégration du paquet minimum des services adaptés aux jeunes dans le système sanitaire, la précocité des rapports sexuels, les besoins non satisfaits en planification familiale, les mariages précoces, les grossesses précoces et les problèmes liés à la gestion de l'hygiène menstruelle.

Mode opératoire du projet

Le suivi technique et financier du projet est placé sous la responsabilité du Réseau des Associations Congolaises des Jeunes contre le sida (RACOJ/sida) qui assure le contrôle et la consolidation des données sur la base de la contractualisation et des outils mis en place avec son partenaire de mise en œuvre, Jeunialissime (ONG congolaise spécialisée dans le travail avec la communauté LGBTIQ+).

OBJECTIFS

Objectif général

Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des adolescent.e.s et jeunes à Kinshasa grâce à un accès égal à des informations et aux services de SSR/VIH-TB sensibles au genre et intégrant les questions des droits humains, des violences sexuelles et de violences basées sur le genre.

Objectifs spécifiques

- ▶ Améliorer l'accès aux informations et aux services de SSR/VIH-TB des adolescent.e.s et des jeunes, et notamment les LGBTIQ+, les enfants des rues, les élèves, les jeunes non scolarisés et les jeunes professionnelles du sexe.
- ▶ Contribuer à déconstruire les barrières socioculturelles qui nuisent au genre et enfreignent les droits humains des adolescent.e.s et des jeunes.
- ▶ Renforcer les synergies entre les structures communautaires et les structures de prise en charge (formations sanitaires et cliniques juridiques).
- ▶ Fournir au système national d'information sanitaire une base de données désagrégée et fiable sur l'utilisation des services de SSR et sur le VIH-TB par les adolescent.e.s et jeunes.
- ▶ Renforcer les connaissances des adolescent.e.s et des jeunes sur la vie familiale et sexuelle à travers l'appui aux Programmes Nationaux d'Éducation à la Vie Familiale (PNEVF) notamment sur les droits et la santé sexuelle et reproductive et sur le VIH-TB.

RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

Pertinence

Le projet trouve toute sa légitimité par rapport au contexte de la RDC. Il tente de combiner plusieurs approches au pouvoir transformatif, pour l'amélioration de l'accès aux soins de santé pour les populations-cibles : l'éducation/sensibilisation par les pairs, l'aménagement d'espaces jeunes, le partenariat avec les centres de santé de proximité et le plaidoyer au niveau national.

Efficacité

Concernant l'objectif spécifique 1, les résultats sont globalement atteints. Concernant l'objectif spécifique 2, les résultats ne sont que partiellement atteints, le processus de plaidoyer relatif au dépistage volontaire du VIH chez les mineurs n'a pas abouti aux résultats escomptés, la loi n'ayant pas été modifiée. Si les résultats sont très positifs concernant le volet sensibilisation, ils ne sont pas atteints concernant le volet d'accès aux soins.

Efficience

L'efficience du projet est jugée moyenne tenant compte de contraintes budgétaires et du contexte de mise en œuvre particulièrement difficile (nombreuses grèves dans l'éducation et la santé ; nombreux conflits d'agendas avec les acteurs étatiques). Le taux d'exécution du budget est de 99,16% à la fin du projet, ce qui témoigne d'une bonne performance dans l'exécution en considérant les résultats atteints dans le projet.

Impact

De manière générale, les différentes catégories de bénéficiaires ont acquis de nouvelles connaissances leur permettant de lutter contre les rumeurs avec comme impact des changements de comportements à leur niveau, changements principalement liés à la déconstruction de normes sociales : l'acceptation de la communauté à participer aux activités des LGBTQI+, l'augmentation de la fréquentation des jeunes dans les espaces qui leur sont dédiés, etc.

Durabilité

Si le renforcement des compétences des acteurs communautaires ayant été partenaires reste un atout majeur du projet, le processus de plaidoyer sur le dépistage volontaire des mineurs n'ayant pas abouti à un changement du cadre légal, l'absence de tarification préférentielle pour les adolescent.e.s et jeunes, le dispositif de collecte et les fonctionnements des espaces jeunes en dehors de la période du projet laissent à penser que certains bénéfices du projet ne seront pas durables.



Conclusions et recommandations

Le niveau d'atteinte des résultats est globalement mitigé. Ceux-ci sont très positifs sur le volet « sensibilisation » : le nombre de jeunes/adolescent.e.s sensibilisé.e.s est bien supérieur par rapport à ce qui était prévu. Par ailleurs, les effets de ces séances de sensibilisation induisent déjà des changements de comportements chez les adolescent.e.s/jeunes directement touché.e.s par les activités du projet. Par contre, les résultats ne sont pas atteints concernant le volet accès aux soins (via le système de référencement) : d'une part, le nombre de jeunes référés aux centres de santé (FOSA) est moindre que prévu et d'autre part, tous les jeunes référés ne bénéficient pas forcément des services de soins prévus.

Recommandations pour le RACQJ :

Dans le cadre d'une éventuelle phase 2, RACQJ devrait :

- ▶ Adopter une stratégie d'intervention en consortium ; travailler davantage en synergie avec les partenaires de mise en œuvre (plus grande mutualisation des compétences) et assurer une meilleure communication entre ceux-ci (renforcer les cadres d'échanges et les formaliser) ;
- ▶ Renforcer le dispositif de suivi-évaluation ;
- ▶ Étendre les actions dans 4 autres zones de santé de Kinshasa, voire dans une autre province, tout en consolidant les acquis dans la zone d'intervention actuelle.

Recommandations pour L'Initiative :

- ▶ La mobilisation d'autres appuis parallèles au projet (via notamment le Canal Expertise) est encouragée, dans le but de renforcer les capacités du RACQJ, en particulier en matière de suivi/évaluation et capitalisation.

SEPTEMBRE 2024